
Document de discussion sur les services d'interprétation et de traduction multilingues pour les cliniques et les sociétés étudiantes d'aide juridique

Décembre 2016

1. Introduction/Objet

Le présent document a pour objet d'amorcer un débat avec les cliniques sur les moyens d'améliorer l'efficacité et la responsabilisation des services de traduction et d'interprétation en vue d'atteindre les objectifs suivants :

- Assurer l'utilisation optimale de fonds limités en fonction des besoins des clients et de la population;
- Établir une surveillance efficace de Multilingual Community Interpreter Services (MCIS) grâce à un processus transparent de facturation et de paiement;
- Promouvoir une utilisation plus efficace des services de MCIS par les cliniques et les sociétés étudiantes d'aide juridique (SEAJ);
- Établir un processus transparent d'allocation de fonds aux cliniques et SEAJ afin de faciliter la mise en place d'un budget adéquat et la planification des activités en ce qui concerne les services de traduction et d'interprétation.

2. Principes clés pour discussion

- Importance des services de traduction et d'interprétation pour assurer la prestation de services d'aide juridique de qualité aux clients des cliniques et à la population. La création d'un Fonds de traduction et d'interprétation, ainsi que l'utilisation des services de MCIS grâce à ce fonds, ont amélioré la prestation des services relevant du domaine de pratique des cliniques en Ontario.
- Mise en place d'un processus efficace et administrativement efficient pour veiller à ce que ces fonds soient utilisés judicieusement par les cliniques et les SEAJ, et à ce que la responsabilité et l'étendue des dépenses soient adéquates par rapport à la quantité de ressources disponibles;
- Élaboration d'un système d'allocation de fonds ou de répartition des fonds destinés au financement des services de traduction et d'interprétation à l'attention des cliniques et des SEAJ, dans le cadre duquel les cliniques peuvent gérer leur recours aux services de sorte que les fonds disponibles soient utilisés efficacement et pour des services nécessaires;
- Élaboration d'un système de réallocation ou d'examen du financement, qui veille à l'optimisation des fonds chaque année et à une répartition équitable selon les besoins des clients;
- Élaboration d'un cadre de rapport et de suivi de l'évaluation de la qualité afin de mesurer la qualité des services de traduction et d'interprétation.

3. Contexte

- L'objet principal de la prestation de services de traduction et d'interprétation est de pouvoir assurer un accès constant aux services des cliniques, dans l'ensemble de la province, pour les personnes qui ne parlent pas l'anglais.
- Le financement des services de traduction et d'interprétation pour les cliniques et les SEAJ, par un budget spécial, a été établi en 2011, grâce à une nouvelle enveloppe de 1 million de dollars de la province affectée à l'amélioration de l'accès aux services de traduction et d'interprétation pour les clients des cliniques. La nouvelle enveloppe a été répartie de la façon suivante :
 - 600 000 \$ divisés entre les régions pour des services de traduction et d'interprétation fournis aux cliniques dans le cadre du contrat avec MCIS. Il n'y a pas eu d'allocation de fonds par région ou par clinique.
 - 300 000 \$ sous forme de retenue afin de couvrir les dépenses excédentaires des cliniques et des SEAJ, dans n'importe quelle région, et diverses autres dépenses liées aux besoins linguistiques des cliniques et SEAJ.
 - 100 000 \$ transférés au budget des services en français pour des programmes généraux en français, des services des cliniques en français, etc., ainsi que pour le financement de projets spéciaux, dont le financement de stagiaires et d'étudiants parajuristes bilingues pour les cliniques, l'élaboration de sites Web bilingues de cliniques spécialisées, l'éducation juridique publique en français, etc.
- AJO a commencé à se procurer des services de traduction et d'interprétation auprès de MCIS en 2011-2012. Le contrat prévoyait l'utilisation des services par les cliniques et les SEAJ, ainsi que par le Centre d'aide aux avocats et aux clients d'AJO. Le financement des services utilisés par le Centre d'aide aux avocats et aux clients est distinct de l'enveloppe de 1 million de dollars consacrée aux services de traduction et d'interprétation des cliniques et des SEAJ et ne fait pas l'objet du présent document.
- Le dernier contrat d'acquisition de services multilingues est entré en vigueur en août 2013 et a expiré en mars 2015, avec option de reconduction pour une année supplémentaire sur consentement des deux parties. En mars 2015, le contrat a été renouvelé pour une année supplémentaire, puis pour six mois de plus à compter du 1^{er} avril 2016. Un nouveau contrat de trois ans est en cours d'élaboration. Il devrait entrer en vigueur en janvier 2017.
- Comme il n'existait aucune base de référence pour évaluer les dépenses anticipées des cliniques, ces fonds ont été gérés centralement par AJO et aucun plafond n'a été imposé au montant que les cliniques pouvaient dépenser par année pour des services de traduction et d'interprétation.
- Le processus existant a produit quelques incohérences dans la façon dont les services sont utilisés, mais a permis d'établir une base de référence d'après laquelle il est possible de calculer un budget global et un plafond de dépenses estimatif.
- En vertu du dernier contrat, AJO était responsable de gérer le contrat avec MCIS et elle a payé directement MCIS pour tous les services fournis aux cliniques, aux SEAJ et à AJO. Toutefois, MCIS a suivi régulièrement l'utilisation de ses services par organisme et a inclus une liste des services fournis dans chacune de ses factures mensuelles.

-
- AJO a tenu quelques discussions préliminaires avec l'ACJCO, en septembre 2015, au sujet du besoin d'élaborer un document de discussion qui sera soumis aux cliniques pour commentaires. Nous avons tenu compte de ces discussions préliminaires dans l'élaboration du présent document.

4. Besoin d'une gestion financière

- Les dépenses d'AJO au titre des services de traduction et d'interprétation utilisés par les cliniques en 2016-2017 sont en voie de dépasser le budget général d'AJO pour ce genre de service de plus de 200 000 \$. L'augmentation de l'achat de ces services par les cliniques, l'accroissement du nombre de clients en raison de l'étendue de l'admissibilité financière et les restrictions budgétaires imposées en 2016 expliquent le besoin de mieux gérer les fonds affectés aux services nécessaires.
- La création d'un modèle d'allocation de fonds aux cliniques et d'un système de facturation transparent, par utilisateur, obligerait les cliniques à gérer plus rigoureusement leurs dépenses et leur permettrait de planifier et de gérer leurs budgets des services de traduction et d'interprétation.
- En contrôlant de plus près les dépenses pour les services de traduction et d'interprétation et en planifiant l'utilisation de ces services, les cliniques seront obligées de rechercher des services plus efficaces par rapport aux coûts, comme par exemple les suivants :
 - Les cliniques pourraient utiliser davantage les services d'interprétation par téléphone, au lieu de services en personne. En 2015-2016, alors que les services d'interprétation par téléphone coûtaient 1,49 \$/minute contre de 0,69 \$/min à 0,89 \$/min pour des services d'interprétation en personne, les services d'interprétation en personne entraînaient une facture minimale de 2 heures ainsi que des frais de déplacement éventuels. Les frais de déplacement se sont élevés à environ 36 000 \$ au cours de l'exercice dernier.
 - Dans le cadre d'un modèle d'allocation de fonds, les cliniques et les SEAJ qui ont utilisé une partie excessivement élevée du budget des services de traduction et d'interprétation subiraient une baisse importante de leur budget à cette fin. L'utilisation provinciale moyenne de ces services en 2015-2016 était de 13 000 \$ par clinique. En raison du nombre de cliniques qui utilisent grandement ces services, l'utilisation médiane était de 5 800 \$.
 - Selon les chiffres et coûts moyens de l'exercice 2015-2016, si tous les services d'interprétation avaient été fournis par téléphone, le coût total de ces services se serait élevé à environ 200 000 \$ de moins. En conséquence, il semble que des économies pourraient être réalisées si les cliniques privilégiaient d'autres types de services, pour autant que les services aux clients soient maintenus.

5. Réflexions/Enjeux

- Des services de traduction et d'interprétation multilingues ont été utilisés par 68 cliniques et six SEAJ ces cinq dernières années. Les dépenses de ces cinq dernières années se répartissaient de la façon suivante : (voir l'Annexe A pour des renseignements sur les dépenses de 2013-2014 à 2015-2016, par clinique) :

2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
239 982 \$	560 560 \$	652 308 \$	783 102 \$	826 774 \$

- Comme les cliniques et les SEAJ qui se procurent ces services ne les paient pas directement, elles n'ont pas à rendre de comptes à cet égard et il n'existe aucune mesure de l'efficacité des divers types de services reçus, ce qui ôte aux cliniques et SEAJ toute motivation de gérer leur utilisation des services. Lors de discussions récentes avec des cliniques, certaines cliniques ont avoué n'avoir pas examiné les factures de MCIS suffisamment de près, parfois même pas du tout. Les cliniques et les SEAJ reçoivent deux factures par mois qui détaillent les services rendus et elles doivent signer un registre pour les interprètes sur place. Les cliniques sont les seules en mesure d'examiner attentivement ces factures.
- AJO n'a aucun mécanisme en place pour confirmer quels services ont été fournis dans les cliniques, autres que les factures qu'elle reçoit. Ces factures ne sont toutefois pas suffisantes pour établir l'exactitude des dépenses individuelles.
- AJO a désormais cinq années de données pour établir une base de référence sur laquelle fonder des allocations de fonds, en tenant compte des modèles d'utilisation des clients, de l'expansion de l'admissibilité financière et des données démographiques. Par ailleurs, il y a lieu de relever que certaines cliniques n'ont que récemment commencé à utiliser ces services et que l'étendue de l'admissibilité financière devrait modifier les cycles d'utilisation de ces services au fil des années.

6. Supervision des services par un processus transparent de facturation et de paiement

- Dans le cadre du processus existant, AJO gère le contrat avec MCIS et paie directement cet organisme pour tous les services qu'il fournit aux cliniques, aux SEAJ et à AJO. MCIS fait un suivi des services rendus par organisme et remet des factures mensuelles à AJO.
- Jusqu'à l'exercice 2016-2017, les cliniques ne recevaient pas de fonds spécifiques pour les services de traduction et d'interprétation et aucune limite de dépenses ne leur était imposée. AJO n'affichait pas l'état en cours d'exercice du Fonds de traduction et d'interprétation. Contrairement aux certificats d'aide juridique, les cliniques ne sont pas limitées par un plafond des dépenses au titre des services de traduction et d'interprétation par client ou par catégorie de service.
- À la lumière de l'utilisation croissante des services et de la nature limitée des fonds disponibles pour les services de traduction et d'interprétation, les cliniques doivent pouvoir surveiller leurs dépenses par rapport au budget disponible, comme elles le font pour d'autres services et produits qu'elles se procurent, et prendre des mesures en vue de remédier aux gaspillages potentiels et habitudes d'utilisation imprévues.

Options :

Facturation directe et paiement direct :

- AJO allouerait des fonds aux cliniques sur la base d'une demande de fonds. Comme pour les autres financements de fonctionnement, un montant annuel serait octroyé, sous forme de versements égaux.
- MCIS facturerait chaque clinique séparément, une fois par mois, et la clinique paierait les services qu'elle a reçus.

-
- Cette option conférerait aux cliniques une marge de manœuvre dans la prise des décisions et l'établissement des priorités de leurs dépenses en fonction de leur enveloppe de traduction et d'interprétation.
 - Toute question relative à la facturation et aux services fournis serait réglée entre les deux parties directement.
 - Comme c'est AJO qui a lancé un appel d'offres pour les services de traduction et d'interprétation et que le contrat est conclu entre MCIS et AJO, tous les services de traduction et d'interprétation achetés avec les fonds alloués par clinique doivent passer par MCIS, sauf en cas de circonstances atténuantes, comme un manque de services dans la langue ou le format demandé pour un client en particulier ou toute autre raison pour laquelle MCIS ne pourrait pas répondre aux besoins de la clinique ou de la SEAJ. Dans ce cas, le VPR doit être informé avant que les services ne soient achetés ailleurs.
 - Ce système augmenterait les formalités administratives, car 77 cliniques seraient facturées et paieraient des factures distinctes, au lieu que la facturation et le paiement des factures soient centralisés.
 - Cette approche répondrait au besoin que les cliniques et les SEAJ examinent de près les factures mensuelles soumises, tout en transférant certaines responsabilités administratives d'AJO aux cliniques et SEAJ concernées.
 - AJO s'attend à ce que les fonds alloués pour des services de traduction et d'interprétation ne soient utilisés qu'à cette fin. Si des cliniques dépensent plus pour des services de traduction et d'interprétation que le montant qui leur est alloué, le montant excédentaire devra être compensé de différentes façons : des dépenses inférieures pour d'autres services non liés au personnel, la demande de fonds supplémentaires provenant d'une enveloppe provinciale de réserves pour services de traduction et d'interprétation, l'interruption des services de traduction et d'interprétation ou l'utilisation de fonds liés à l'expansion de l'admissibilité financière pour les services fournis aux clients dans ce cadre.
 - Si des cliniques dépensent moins que les fonds qui leur sont alloués, le montant restant ne serait pas utilisé pour compenser des dépenses excédentaires dans d'autres catégories de financement et ferait partie de l'enveloppe de la clinique de l'exercice prochain ou serait recouvré par AJO au titre d'un excédent ou pour être versé à d'autres cliniques ou SEAJ qui en ont besoin.
 - Les fonds seraient traités comme des fonds de débours juridiques, car ils seraient conservés dans un fonds distinct. Des demandes d'augmentation des fonds en cours d'exercice seraient examinées par rapport aux motifs soumis et en fonction de la disponibilité des ressources. Les fonds seraient complétés jusqu'à la limite de l'allocation budgétaire prédéterminée, chaque exercice financier.
 - Cette méthode risque de réduire la marge de manœuvre des cliniques et d'aboutir à une allocation de fonds qui n'est pas entièrement conforme aux besoins existants. L'allocation de fonds à une clinique se fonderait sur son utilisation précédente, mais si les activités de cette clinique ont changé (p. ex., la clinique souhaite desservir des communautés dont la langue maternelle n'est pas l'anglais), la clinique ne disposerait pas des fonds nécessaires à l'élargissement de ses services. En revanche, si une clinique a mis fin à un projet d'élargissement et que ses besoins en matière de traduction ont baissé, elle se retrouvera avec un excédent de fonds de traduction et d'interprétation.

Facturation et paiement coordonnés par AJO :

- Comme la pratique actuelle, la facturation passerait par AJO, mais les cliniques devraient soumettre des rapports mensuels sur les services utilisés. AJO paierait la facture de MCIS, en procédant à des vérifications par rapport aux fonds alloués aux cliniques et aux plafonds imposés. AJO remettrait un rapport trimestriel ou mensuel à chaque clinique pour l'informer de son utilisation.
- L'administration continue serait effectuée par AJO, mais cette dernière devrait coordonner avec chaque clinique et SEAJ la surveillance et le règlement des problèmes.
- Lorsqu'une clinique atteindrait son plafond, elle aurait les options suivantes : payer les dépenses excédentaires avec des fonds provenant de ses autres budgets de fonctionnement, demander des fonds supplémentaires d'un compte provincial mis de côté pour le financement des services de traduction et d'interprétation, cesser tout service de traduction et d'interprétation, utiliser des fonds affectés aux services découlant de l'expansion de l'admissibilité financière pour les services fournis à ces clients, et toute autre option envisagée.

Facturation et paiement par le biais d'un tiers, comme l'ACJCO ou une autre structure

- L'administration de la facturation, le paiement et le suivi des services seraient sous-traités à un tiers qui assumerait la responsabilité de l'administration du Fonds et surveillerait son utilisation. (Cette option est envisageable, car le contrat de services est conclu entre AJO et MCIS).
- La sous-traitance à un groupe tiers ou à un intermédiaire supplémentaire entraînerait probablement des coûts administratifs additionnels.
- Les utilisateurs des services de MCIS, y compris les SEAJ, ne font pas tous partie d'une association (p. ex., l'ACJCO).
- Le financement des services de traduction et d'interprétation a un impact sur la prestation des services aux clients dans toute la province; AJO a la responsabilité et l'obligation de surveiller les services fournis aux clients. L'allocation de fonds à un tiers, qui verserait des fonds aux cliniques et aux SEAJ, créerait un écart encore plus important entre AJO et l'utilisation des fonds.

Création d'un comité de surveillance AJO-cliniques ayant le pouvoir de déterminer la répartition des fonds

- Ce comité serait notamment composé de représentants d'AJO et des cliniques, nommés par l'ACJCO, et d'utilisateurs des fonds qui ne font pas partie de l'ACJCO. Les représentants des cliniques proviendraient d'un vaste éventail de cliniques, y compris celles qui desservent le plus grand nombre de clients immigrants et qui ne parlent pas l'anglais.
- Un comité de surveillance surveillerait l'utilisation des services et sensibiliserait les cliniques à la question en leur présentant des protocoles d'utilisation qui leur apprendrait à acheter des services d'une façon plus efficace par rapport aux coûts.
- Le comité se réunirait chaque trimestre pour passer en revue l'état du budget de traduction et d'interprétation et communiquer avec le réseau des cliniques au sujet des habitudes d'utilisation, des fonds dépensés et du manque de financement dans des domaines spécifiques. Au besoin, selon les projections de coûts, le comité imposerait des limites à l'accès au Fonds.

- Cette approche ferait participer les cliniques à la gestion efficace de ces ressources, tout en maintenant à AJO un rôle de supervision globale sur l'utilisation du Fonds provincial.

Autre option(s) :

- Les options ci-dessus ont été élaborées à la suite de discussions à AJO et de certaines suggestions de l'ACJCO en septembre 2015. AJO invite les cliniques à lui proposer d'autres idées fondées sur les principes décrits et à lui faire part de leurs commentaires sur les options proposées ci-dessus.

7. Utilisation efficace par rapport aux coûts des services de MCIS

- Aux termes du nouveau contrat, tous les utilisateurs doivent être informés du contrat avec MCIS, des coûts relatifs et des avantages financiers de chaque type de service, des politiques du fournisseur, ainsi que des pratiques, règles et meilleures pratiques de facturation, afin d'assurer que les services les plus efficaces par rapport aux coûts sont utilisés et que les fonds publics sont dépensés avec prudence, quelle que soit la personne qui paie les factures.
- Voir le tableau des coûts de 2015-2016 par type de service, ci-dessous :

Dépenses d'AJO pour des services de traduction et d'interprétation utilisés par les cliniques en 2015-2016, par type de service

Type de service	Nombre de mandats	Avant impôts \$	% du coût total	Coût moyen du service	Coût médian du service
En personne	4 952	517 802 \$	65,0 %	105 \$	80 \$
Services téléphoniques immédiats	3 698	97 721 \$	12,3 %	26 \$	15 \$
Services téléphoniques planifiés	256	17 301 \$	2,2 %	68 \$	67 \$
Sur place	126	22 747 \$	2,9 %	181 \$	156 \$
Autre (Vidéo/sous-titres)	88	7 020 \$	0,9 %	80 \$	22 \$
Traduction	519	133 791 \$	16,8 %	258 \$	124 \$
TOTAL (avant impôts)	9 639	796 382 \$		83 \$	

8. Options d'allocation de financement

- Les options d'allocation de financement doivent tenir compte de plusieurs facteurs, dont les dépenses antérieures, les coûts uniformisés (moyens et médians) pour les divers types de service, le volume des services annuels utilisés par des cliniques individuelles, les ETP des cliniques et les personnes qui ne parlent pas l'anglais chez elles.

-
- Les modèles d'allocation ci-joints sont élaborés en tenant compte de certains de ces facteurs.
 - Le montant total du financement provincial affecté aux services de traduction et d'interprétation pour les années à venir n'a pas encore été établi.
 - Préoccupations des cliniques en ce qui concerne les allocations de fonds, soulevées en septembre 2015 par l'ACJCO :
 - Si des fonds sont affectés à des cliniques individuelles d'une façon générale, il n'y a aucune garantie qu'ils seront utilisés pour améliorer les services de traduction et d'interprétation.
 - AJO convient que c'est possible. Les cliniques ont l'obligation fiduciaire de veiller à ce que les fonds qui leur sont fournis soient utilisés aux fins prévues. En vue de maintenir les fonds limités à leur fin prévue, il est possible de les gérer comme des débours juridiques.
 - Les besoins des cliniques varient d'une année à l'autre, et l'allocation d'un montant fixe serait problématique, p. ex., l'embauche ou la perte d'un employé qui parle une autre langue peut faire une grande différence, des changements démographiques parmi la population locale peuvent avoir des conséquences importantes, comme l'installation de réfugiés.
 - AJO convient que l'usage varie. Il existe quelques solutions pour faire face à ces fluctuations (p. ex., montants retenus comme des débours juridiques).
 - Avec des allocations par clinique, les cliniques seront-elles tenues d'utiliser les services de MCIS ou pourront-elles utiliser d'autres fournisseurs de services?
 - Les cliniques et SEAJ seront tenues d'utiliser les services de MCIS, sauf si cet organisme n'offre pas un service particulier ou urgent ou dans d'autres circonstances spéciales. Il est attendu des cliniques et des SEAJ qu'elles avisent AJO avant de solliciter des services de fournisseurs autres que MCIS.
 - Nous n'avons pas vraiment de base de référence après trois ans, car l'utilisation des services change et certaines cliniques n'ont que récemment commencé à utiliser le service et que d'autres pourraient avoir besoin de services additionnels à la suite de changement des cycles de croissance en fonction de l'embauche de nouveaux employés financés dans le cadre de l'élargissement de l'admissibilité financière.
 - Si le financement octroyé aux cliniques pour des services de traduction et d'interprétation est insuffisant en raison de l'augmentation du nombre de clients à la suite de l'élargissement de l'admissibilité financière, des fonds affectés spécifiquement aux services après l'élargissement de l'admissibilité financière pourront être utilisés pour ces services.
 - Outre les modèles ci-dessous, les cliniques sont invitées à proposer d'autres solutions qui répondraient efficacement aux besoins à l'échelle du système.

Modèles d'allocation de fonds :

1) Niveaux de dépenses antérieures (annexe B) :

- Ce modèle d'allocation se fonde sur les activités des trois dernières années, les niveaux de dépenses de 2013-2014 à 2015-2016 pour chaque clinique et SEAJ,

et établit des allocations tenant compte de la base de référence sur trois ans des fonds pour services de traduction et d'interprétation utilisés par chaque clinique et SEAJ.

- Par ailleurs, le modèle d'allocation est peaufiné afin de fournir une allocation nominale de 1 000 \$ par enveloppe provinciale de 800 000 \$ aux cliniques qui n'ont pas utilisé les services par le passé ou qui ont peu utilisé ces services.
- L'avantage de ce système est qu'il se fonde sur les meilleures estimations des besoins en matière de services d'interprétation selon les antécédents d'utilisation de ces services, mais il ne tient pas compte des données démographiques changeantes, de l'augmentation du financement des cliniques, de l'efficacité par rapport au coût des services utilisés ni de l'écart dans l'utilisation des services par rapport aux cliniques qui n'ont pas eu recours aux services.

2) Antécédents d'utilisation des services ajustés pour les coûts des services uniformisés (annexe C) :

- Le modèle d'allocation se fonde sur les niveaux d'utilisation de 2015-2016 par les cliniques et SEAJ, ajustés par le coût médian de chaque service clé à l'échelle du système des cliniques.
- Dans le modèle, les services téléphoniques immédiats et planifiés sont combinés, à un coût médian de 15 \$, et les services d'interprétation en personne et sur place sont combinés à un coût médian de 80 \$. Le coût médian des services de traduction se montait à 124 \$ par mandat.
- Ce modèle tente d'uniformiser le coût de chaque service en utilisant le point médian, ou le point-milieu de tous les services utilisés pendant 2015-2016. Il indique qu'il serait possible d'améliorer le rapport coût-efficacité si la durée des services utilisés était limitée au niveau médian. Par exemple, comme démontré à l'annexe C, le coût des services en 2015-2016 serait réduit de 783 102 \$ à 511 635 \$ plus taxes, ou environ 578 000 \$ si l'on applique cette norme.
- Les cliniques et les SEAJ peuvent tenter de réaliser des économies en employant les services qui représentent le meilleur rapport coût-efficacité. Par exemple, le coût moyen de services d'interprétation en personne en 2015-2016 était de 105 \$ par service et le coût de services d'interprétation immédiats par téléphone n'était que de 26 \$ par service. Les cliniques peuvent choisir les services les plus efficaces et les plus efficaces par rapport aux coûts, en fonction de leurs besoins et de leur allocation de fonds. Afin de maximiser l'utilisation des fonds existants, AJO invite les cliniques à lui faire part de leurs pratiques exemplaires en vue de les communiquer aux autres cliniques.

3) Antécédents d'utilisation des services sans égard au coût par service (annexe D) :

- Ce modèle d'allocation se fonde sur les niveaux d'utilisation en 2015-2016 par clinique et SEAJ, sans distinguer entre les coûts des divers types de service. Il repose sur le volume d'activités (nombre de mandats) par clinique et SEAJ en 2015-2016.
- Le modèle est perfectionné afin de fournir une allocation nominale de 10 mandats aux cliniques qui n'ont jamais utilisé les services ou qui les ont rarement utilisés.

4) Allocation fondée sur le nombre d'ETP des cliniques

- Ce modèle se fonde sur le concept de l'existence d'un ratio proportionnel entre le nombre d'ETP dans les cliniques et le nombre de clients servis. Cette approche est problématique, car les ratios ETP-clients varient selon le domaine du droit, la spécialité de la clinique, etc. L'analyse du modèle d'allocation fondé sur l'ETP figure dans une colonne de l'annexe E.

5) Sommaire des modèles décrits ci-dessus

- Les résultats des quatre modèles d'allocation ci-dessus ont été résumés à l'annexe E. Il existe des différences importantes entre les modèles et il est nécessaire de tenir des discussions en vue de déterminer quel modèle ou quel autre modèle devrait être appliqué.
- Des discussions avec les cliniques pourraient générer d'autres options de financement.
- Pour un résumé de l'utilisation des services d'interprétation des cliniques et SEAJ par langue, veuillez consulter l'annexe F.

Autres options d'allocation :

6) Allocation pour les grands utilisateurs (d'une façon disproportionnée) uniquement

- En 2015-2016, 14 utilisateurs ont utilisé 43 % du budget de traduction et d'interprétation. On pourrait envisager de prévoir des allocations plafonnées uniquement pour ces grands utilisateurs et affecter le reste des fonds aux faibles utilisateurs.

7) Allocation limitée à 75 % du budget disponible

- Afin de répondre aux exigences inattendues de clients en matière de services, aux hausses dans les services d'immigration en raison de l'expansion de l'admissibilité financière, 25 % du budget total serait mis de côté pour des ajustements en cours d'année aux allocations des cliniques, selon les besoins.

9. Modèles de réallocation

AJO et les cliniques fonctionnent dans un environnement en constante évolution. Ces dix dernières années, de nombreuses cliniques ont observé des changements démographiques parmi leur clientèle, y compris un nombre plus élevé de clients qui ne parlent pas l'anglais. Ces dernières années, les cliniques ont bénéficié de nouveaux investissements d'AJO au titre de l'expansion de l'admissibilité financière, qui entraînent de nouveaux clients et de nouveaux services, dont des services d'immigration qui dépendent considérablement des services de traduction et d'interprétation. Afin d'assurer que chaque clinique progresse dans ses services et ne se retrouve pas dans l'incapacité de répondre aux besoins futurs de ses clients à cause d'une décision prise dans le présent, AJO expose, à des fins de discussion, les modèles ci-dessous de réallocation future de fonds pour services de traduction et d'interprétation. Le principe de base sur lequel se fondent les modèles est l'optimisation de l'utilisation des fonds disponibles.

- 1) Alignement de l'allocation de fonds pour services de traduction et d'interprétation selon la population non-anglophone de l'aire de service.
- Présume que l'allocation la plus équitable repose sur l'allocation de fonds selon la population non-anglophone dans les aires de service des cliniques (p. ex., si toutes les cliniques nécessitaient des services de traduction et d'interprétation dans le cadre d'un budget limité, la décision équitable serait d'assurer que la répartition des fonds correspond à la répartition de la population non anglophone).
 - Ce modèle de réallocation ne tient pas compte des différences entre les niveaux de services (conseils sommaires, services complets de représentation) ni des clients non anglophones qui ne sont pas comptés dans le recensement.

Voici un exemple de huit cliniques, y compris leur financement pour services de traduction et d'interprétation et leur population cliente non anglophone.

	Financement de l'exercice actuel	%	Pop. non- anglophone	%	% écart
<i>Clinique A</i>	58 000 \$	23 %	16 239	2 %	-22 %
<i>Clinique B</i>	3 000 \$	1 %	34 380	3 %	2 %
<i>Clinique C</i>	25 000 \$	10 %	403 430	40 %	30 %
<i>Clinique D</i>	0 \$	0 %	296 775	29 %	29 %
<i>Clinique E</i>	0 \$	0 %	88 660	9 %	9 %
<i>Clinique F</i>	148 000 \$	59 %	43 835	4 %	-55 %
<i>Clinique G</i>	12 000 \$	5 %	127 775	13 %	8 %
<i>Clinique H</i>	4 000 \$	2 %	555 280	3 %	2 %
	250 000 \$		1 011 094		

La clinique D, qui a une vaste clientèle non-anglophone et a reçu des fonds dans le cadre des lignes directrices sur l'admissibilité financière, crée de nouveaux services pour immigrants et encourt des dépenses de 6 000 \$ au titre des services de traduction et d'interprétation. La clinique F présente le plus grand écart entre le montant financé et la clientèle non anglophone; la somme de 6 000 \$ est ajustée à même l'allocation de la clinique F de l'exercice prochain afin de permettre à la clinique D de financer les services à ses nouveaux clients.

	Financement de l'exercice futur	%	Pop. non-anglophone	%	% écart
<i>Clinique A</i>	58 000 \$	23 %	16 239	2 %	-22 %
<i>Clinique B</i>	3 000 \$	1 %	34 380	3 %	2 %
<i>Clinique C</i>	25 000 \$	10 %	403 430	40 %	30 %
<i>Clinique D</i>	6 000 \$	2 %	296 775	29 %	27 %
<i>Clinique E</i>	0 \$	0 %	88 660	9 %	9 %
<i>Clinique F</i>	142 000 \$	57 %	43 835	4 %	-52 %
<i>Clinique G</i>	12 000 \$	5 %	127 775	13 %	8 %
<i>Clinique H</i>	4 000 \$	2 %	555 280	3 %	2 %
	250 000 \$		1 011 094		

Question :

A. Existe-t-il un meilleur repère d'allocation objectif que la population non-anglophone qui serait facilement applicable?

2) Alignement de l'allocation pour services de traduction et d'interprétation selon les équivalents temps plein (ETP).

- Présume que le volume des services de traduction et d'interprétation est limité par la capacité du personnel, sans égard à la proportion de la population non-anglophone dans la zone de service de la clinique.

	Financement de l'exercice actuel	%	ETP	%	% écart
<i>Clinique A</i>	58 000 \$	23 %	7	11 %	-12 %
<i>Clinique B</i>	3 000 \$	1 %	5	8 %	7 %
<i>Clinique C</i>	25 000 \$	10 %	8	13 %	3 %
<i>Clinique D</i>	0 \$	0 %	3	5 %	5 %

	Financement de l'exercice actuel	%	ETP	%	% écart
<i>Clinique E</i>	0 \$	0 %	10	16 %	16 %
<i>Clinique F</i>	148 000 \$	59 %	19	30 %	-29 %
<i>Clinique G</i>	12 000 \$	5 %	11	17 %	13 %
<i>Clinique H</i>	4 000 \$	2 %	7	11 %	10 %
	250 000 \$		63		

Les cliniques D, E, G et H mettent toutes en place des nouveaux services en matière d'immigration, qui génèrent des augmentations considérables des frais de traduction et d'interprétation. La clinique F présente le plus vaste écart entre le financement et l'allocation ETP. La première partie de la réallocation provient de la clinique F, jusqu'à ce que l'écart entre le financement et l'allocation ETP corresponde à celui de la clinique A. Le financement de la clinique A et celui de la clinique F sont réduits simultanément afin d'éliminer toute inégalité.

	Financement de l'exercice futur	%	ETP	%	% écart
<i>Clinique A</i>	50 000 \$	20 %	7	11 %	-9 %
<i>Clinique B</i>	3 000 \$	1 %	5	8 %	7 %
<i>Clinique C</i>	25 000 \$	10 %	8	13 %	3 %
<i>Clinique D</i>	10 000 \$	4 %	3	5 %	1 %
<i>Clinique E</i>	25 000 \$	10 %	10	16 %	6 %
<i>Clinique F</i>	97 000 \$	39 %	19	30 %	-9 %
<i>Clinique G</i>	30 000 \$	12 %	11	17 %	5 %
<i>Clinique H</i>	10 000 \$	4 %	7	11 %	7 %
	250 000 \$		63		

10. Prochaines étapes :

- Des consultations auprès des cliniques sur ces questions et d'autres modèles d'allocation, et l'administration efficace des dépenses pour services de traduction et d'interprétation devraient commencer en décembre 2016 et s'achever à la fin février 2017.

11. Sollicitation de commentaires :

AJO invite les cliniques et les SEAJ à lui faire part de leurs commentaires sur les options décrites dans le présent document, ainsi que leurs idées sur d'autres options relatives aux allocations de fonds pour les services de traduction et d'interprétation, le processus de responsabilisation et la facturation.

Voici quelques questions à se poser :

1. Comment peut-on améliorer l'efficacité administrative du processus de financement des services de traduction et d'interprétation afin de renforcer la responsabilité des dépenses de fonds et de maximiser l'utilisation des ressources finies affectées à ces services?
2. Y a-t-il des modèles ou processus d'allocation de fonds (parmi ceux exposés dans le présent document ou d'autres modèles) qui aideraient plus efficacement les cliniques et les SEAJ à gérer et budgéter leur utilisation annuelle des services de traduction et d'interprétation?
3. Le modèle de réallocation ou le processus d'examen du financement décrit dans le présent document améliore-t-il la capacité du système de veiller à l'optimisation des fonds chaque année, sans dépasser le budget? Serait-il un meilleur modèle?
4. Comment AJO et les cliniques peuvent-elles maximiser l'utilisation des fonds affectés aux services de traduction et d'interprétation?
5. Avez-vous d'autres commentaires sur le document de discussion, possibilités à proposer ou recommandations?

ANNEXE A : Dépenses des cliniques pour les services de traduction et d'interprétation, de 2013-2014 à 2015-2016 et moyenne sur trois ans

		2013-2014	2014-2015	2015-2016	Moyenne sur 3 ans	% du total
Centre et Est						
CJPR	Clinique juridique populaire de Prescott et Russell	-	-	-	-	0,00 %
CLSOC	Services juridiques communautaires du centre d'Ottawa	26 857	26 034	26 876	26 589	3,53 %
CORR	Correctional Law Project	-	-	-	-	0,00 %
CSCV	Centre des services communautaires de Vanier	85	81	283	150	0,02 %
DUR	Durham Legal Clinic	2 019	1 395	1 741	1 718	0,23 %
CALC	Community Advocacy and Legal Centre	3 583	630	504	1 572	0,21 %
KING	Kingston Community Legal Clinic	1 810	1 286	214	1 103	0,15 %
LAN	Lanark, Leeds & Grenville Legal Clinic	-	42	-	14	0,00 %
LCCLC	Lake County Community Legal Clinic	-	-	-	-	0,00 %
NCLC	Northumberland Community Legal Centre	28	367	858	418	0,06 %
PETE	Peterborough Community Legal Centre	310	538	552	466	0,06 %
REN	Renfrew County Legal Clinic	-	1 289	230	506	0,07 %
RLS	Rural Legal Services	-	-	-	-	0,00 %
SDG	Clinique juridique Stormont, Dundas And Glengarry Legal Clinic	288	-	116	135	0,02 %
SIMCO	Community Legal Clinic - Simcoe, Haliburton, Kawartha Lakes	1 627	2 324	1 186	1 713	0,23 %
SOTT	Services juridiques communautaires du Sud d'Ottawa	31 177	43 790	25 775	33 581	4,45 %
WEST	West End Legal Services	4 653	5 312	8 701	6 222	0,83 %
U of Ottawa	SEAJ de l'université d'Ottawa	1 500	2 857	5 812	3 390	0,45 %
Queen's	SEAJ de l'université Queen's	114	600	314	342	0,05 %
Total - Centre et Est		74 050	86 544	73 162	77 919	10,33 %
Nord						
ALGO	Algoma Community Legal Clinic	-	684	135	273	0,04 %
CJGN	Clinique Juridique Grand Nord	-	-	-	-	0,00 %
ELAK	Elliot Lake & Northshore Community Legal Clinic	-	103	4	36	0,00 %
KEEW	Keewaytinok Native Legal Services	1 562	757	107	809	0,11 %
KINNA	Kinna-Aweya Legal Clinic	304	1 903	1 624	1 277	0,17 %
MAN	Manitoulin Legal Clinic	14	-	-	5	0,00 %
NIP	Nipissing Community Legal Services	-	-	-	-	0,00 %
NWCLC	Northwest Community Legal Clinic	-	-	-	-	0,00 %
SUD	Clinique juridique communautaire de Sudbury	-	4	-	1	0,00 %
TTLC	Timmins-Temiskaming Community Legal Clinic	-	-	75	25	0,00 %
Total - Nord		1 880	3 451	1 945	2 425	0,32 %
RGT						
ALST	Aboriginal Legal Services of Toronto	-	222	-	74	0,01 %
CFT	Centre francophone de Toronto	1 529	1 358	941	1 276	0,17 %
CSSP	Centre For Spanish-Speaking Peoples	9 094	18 844	21 715	16 551	2,19 %
DOWN	Downsview Community Legal Services	9 748	9 944	13 495	11 062	1,47 %
EAST	East Toronto Community Legal Services	8 807	3 965	2 148	4 974	0,66 %
FLEM	Flemingdon Community Legal Services	30 729	53 151	55 060	46 313	6,14 %
CLCYR	Community Legal Clinic of York Region	12 132	16 937	12 718	13 929	1,85 %
JANE	Jane Finch Community Legal Services	7 321	6 805	8 199	7 442	0,99 %
KENB	Kensington-Bellwoods Community Legal Services	17 132	28 126	20 914	22 057	2,93 %
MCSA	Metro Toronto Chinese & South East Asian Legal Clinic	2 143	14 120	3 952	6 738	0,89 %
MISS	Mississauga Community Legal Services	6 588	5 100	11 411	7 699	1,02 %
NLS	Neighbourhood Legal Services	13 348	19 352	18 648	17 116	2,27 %
NPD	North Peel & Dufferin Community Legal Services	10 913	6 821	14 829	10 854	1,44 %
PCLS	Parkdale Community Legal Services	131 048	140 079	174 444	148 524	19,70 %
REX	Rexdale Community Legal Clinic	37 262	53 995	60 340	50 532	6,70 %
SALCO	South Asian Legal Clinic of Ontario	5 982	14 568	8 490	9 680	1,28 %
SCAR	Scarborough Community Legal Services	7 870	12 201	12 321	10 797	1,43 %
SETOB	South Etobicoke Community Legal Services	14 950	11 724	9 899	12 191	1,62 %
WILL	Willowdale Community Legal Services	12 700	16 823	22 432	17 319	2,30 %
WSCAR	West Scarborough Community Legal Services	25 856	26 977	29 838	27 557	3,65 %
WTOR	West Toronto Community Legal Services	19 183	15 249	11 139	15 190	2,01 %
YCS	Unison Health and Community Services	19 128	23 864	31 015	24 669	3,27 %
DLS	Downtown Legal Services (SEAJ de l'université de Toronto)	16 798	17 533	14 005	16 112	2,14 %
CLASP	Community Legal Assistance (SEAJ de la Faculté d'Osgoode)	11 540	16 585	22 933	17 019	2,26 %
Total pour la RGT		431 800	534 342	580 886	515 676	68,39 %

Sud-Ouest		2013-2014	2014-2015	2015-2016	Moyenne sur 3 ans	% du total
BHN	Community Legal Clinic - Brant, Haldimand, Norfolk	649	395	-	348	0,05 %
CKLC	Chatham-Kent Legal Clinic	-	-	-	-	0,00 %
CLAS	Community Legal Assistance Sarnia	-	-	-	-	0,00 %
CLSNS	Community Legal Services Of Niagara South	383	464	-	282	0,04 %
EOLC	Elgin-Oxford Legal Clinic	484	70	163	239	0,03 %
GBLC	Grey-Bruce Legal Clinic	-	794	-	265	0,04 %
HAM	Hamilton Community Legal Clinic	38 064	39 528	41 891	39 828	5,28 %
HCLS	Halton Community Legal Services	2 498	3 311	4 920	3 576	0,47 %
HPLC	Huron/Perth Legal Clinic	-	-	-	-	0,00 %
LAW	Legal Assistance of Windsor	10 211	18 968	21 724	16 968	2,25 %
NLSLM	Neighbourhood Legal Services (London & Middlesex)	541	248	574	454	0,06 %
NN	Niagara North Community Legal Assistance	643	815	-	486	0,06 %
WATER	Waterloo Region Community Legal Services	7 752	16 398	20 581	14 910	1,98 %
WINE	Clinique juridique bilingue Windsor-Essex	2 552	480	227	1 086	0,14 %
WLC	Legal Clinic of Guelph and Wellington County	9 235	6 241	4 175	6 550	0,87 %
Western	SEAJ de l'université de Western Ontario	6 427	5 495	3 081	5 001	0,66 %
Windsor	SEAJ de l'université de Windsor	927	2 799	5 997	3 241	0,43 %
Total - Sud-Ouest		80 366	96 007	103 333	93 235	12,36 %
Cliniques spécialisées						
ACE	Advocacy Centre for the Elderly	2 415	3 061	1 801	2 426	0,32 %
ACL	Clinique Juridique Africaine Canadienne	1 947	373	-	773	0,10 %
ACTO	Advocacy Centre for Tenants - Ontario	5 244	3 508	8 190	5 648	0,75 %
ARCH	ARCH Disability Law Centre	1 579	6 770	1 433	3 261	0,43 %
CELA	Association canadienne du droit de l'environnement	9 238	10 165	10 201	9 868	1,31 %
CLEO	Éducation juridique communautaire Ontario	9 027	1 060	-	3 362	0,45 %
HALC	HIV & AIDS Legal Clinic (Ontario)	4 304	5 375	7 605	5 761	0,76 %
IAVGO	Industrial Accident Victims Group Of Ontario	14 443	14 020	14 563	14 342	1,90 %
ISAC	Income Security Advocacy Centre	525	1 694	1 714	1 311	0,17 %
IWC	Injured Workers' Consultants	5 585	7 294	9 631	7 503	1,00 %
JUST	Justice For Children And Youth	2 360	1 546	3 412	2 439	0,32 %
LSHC	Landlord's Self Help Centre	4 163	5 313	4 938	4 805	0,64 %
TDC	Tenant Duty Counsel Program	1 363	1 240	1 246	1 283	0,17 %
WORK	Toronto Workers' Health & Safety Legal Clinic	2 018	1 338	2 714	2 023	0,27 %
Total - cliniques spécialisées		64 210	62 759	67 448	64 806	8,59 %
Total - Toutes les cliniques		652 308	783 102	826 774	754 061	100,00 %

ANNEXE B : Modèle d'allocation fondé sur les niveaux de dépense moyens sur trois ans, de 2013-2014 à 2015-2016, avec une allocation nominale de 1 000 \$ par 800 000 \$ aux cliniques démontrant des antécédents d'utilisation minimale des services

Cliniques/SEAJ		Dépenses moyennes de l'EF 2013-2014 à l'EF 2015-2016	% du total	Pourcentage calculé pour le modèle
Centre et Est				
CJPR	Clinique juridique populaire de Prescott et Russell	0 \$	0,00 %	0,13 %
CLSOC	Services juridiques communautaires du centre d'Ottawa	26 589 \$	3,53 %	3,42 %
CORR	Correctional Law Project	0 \$	0,00 %	0,13 %
CSCV	Centre des services communautaires de Vanier	150 \$	0,02 %	0,13 %
DUR	Durham Legal Clinic	1 718 \$	0,23 %	0,22 %
CALC	Community Advocacy and Legal Centre	1 572 \$	0,21 %	0,20 %
KING	Kingston Community Legal Clinic	1 103 \$	0,15 %	0,14 %
LAN	Lanark, Leeds & Grenville Legal Clinic	14 \$	0,00 %	0,13 %
LCCLC	Lake County Community Legal Clinic	0 \$	0,00 %	0,13 %
NCLC	Northumberland Community Legal Centre	418 \$	0,06 %	0,13 %
PETE	Peterborough Community Legal Centre	466 \$	0,06 %	0,13 %
REN	Renfrew County Legal Clinic	506 \$	0,07 %	0,13 %
RLS	Rural Legal Services	0 \$	0,00 %	0,13 %
SDG	Clinique juridique Stormont, Dundas & Glengarry L C	135 \$	0,02 %	0,13 %
SIMCO	Community Legal Clinic-Simcoe, Halib'n, Kawartha Lakes	1 713 \$	0,23 %	0,22 %
SOTT	Services juridiques communautaires du Sud d'Ottawa	33 581 \$	4,45 %	4,32 %
WEST	West End Legal Services	6 222 \$	0,83 %	0,80 %
U of Ottawa	SEAJ de l'université d'Ottawa	3 390 \$	0,45 %	0,44 %
Queen's	SEAJ de l'université Queen's	342 \$	0,05 %	0,13 %
Total - Centre et Est		77 919 \$	10,33 %	11,13 %
Nord				
ALGO	Algoma Community Legal Clinic	273 \$	0,04 %	0,13 %
CJGN	Clinique Juridique Grand Nord	0 \$	0,00 %	0,13 %
ELAK	Elliot Lake & Northshore Community Legal Clinic	36 \$	0,00 %	0,13 %
KEEW	Keewaytinok Native Legal Services	809 \$	0,11 %	0,13 %
KINNA	Kinna-Aweya Legal Clinic	1 277 \$	0,17 %	0,16 %
MAN	Manitoulin Legal Clinic	5 \$	0,00 %	0,13 %
NIP	Nipissing Community Legal Services	0 \$	0,00 %	0,13 %
NWCLC	Northwest Community Legal Clinic	0 \$	0,00 %	0,13 %
SUD	Clinique juridique communautaire de Sudbury	1 \$	0,00 %	0,13 %
TTLIC	Timmins-Temiskaming Community Legal Clinic	25 \$	0,00 %	0,13 %
Total - Nord		2 425 \$	0,32 %	1,29 %

RGT				
ALST	Aboriginal Legal Services of Toronto	74 \$	0,01 %	0,13 %
CFT	Centre francophone de Toronto	1 276 \$	0,17 %	0,16 %
CSSP	Centre For Spanish-Speaking Peoples	16 551 \$	2,19 %	2,13 %
DOWN	Downsview Community Legal Services	11 062 \$	1,47 %	1,42 %
EAST	East Toronto Community Legal Services	4 974 \$	0,66 %	0,64 %
FLEM	Flemingdon Community Legal Services	46 313 \$	6,14 %	5,95 %
CLCYR	Community Legal Clinic of York Region	13 929 \$	1,85 %	1,79 %
JANE	Jane Finch Community Legal Services	7 442 \$	0,99 %	0,96 %
KENB	Kensington-Bellwoods Community Legal Services	22 057 \$	2,93 %	2,83 %
MCSA	Metro Toronto Chinese & South East Asian Legal Clinic	6 738 \$	0,89 %	0,87 %
MISS	Mississauga Community Legal Services	7 699 \$	1,02 %	0,99 %
NLS	Neighbourhood Legal Services	17 116 \$	2,27 %	2,20 %
NPD	North Peel & Dufferin Community Legal Services	10 854 \$	1,44 %	1,39 %
PCLS	Parkdale Community Legal Services	148 524 \$	19,70 %	19,09 %
REX	Rexdale Community Legal Clinic	50 532 \$	6,70 %	6,49 %
SALCO	South Asian Legal Clinic of Ontario	9 680 \$	1,28 %	1,24 %
SCAR	Scarborough Community Legal Services	10 797 \$	1,43 %	1,39 %
SETOB	South Etobicoke Community Legal Services	12 191 \$	1,62 %	1,57 %
WILL	Willowdale Community Legal Services	17 319 \$	2,30 %	2,23 %
WSCAR	West Scarborough Community Legal Services	27 557 \$	3,65 %	3,54 %
WTOR	West Toronto Community Legal Services	15 190 \$	2,01 %	1,95 %
YCS	Unison Health and Community Services	24 669 \$	3,27 %	3,17 %
DLS	Downtown Legal Services (SEAJ de l'université de Toronto)	16 112 \$	2,14 %	2,07 %
CLASP	Community Legal Assistance (SEAJ de la Faculté d'Osgoode)	17 019 \$	2,26 %	2,19 %
Total - RGT		515 676 \$	68,39 %	66,38 %

		Dépenses		
		moyennes de		Pourcentage
		l'EF 2011-2012 à		calculé pour
		l'EF 2014-2015	% du total	le modèle
Cliniques/SEAJ				
Sud-Ouest				
BHN	Community Legal Clinic - Brant, Haldimand, Norfolk	348 \$	0,05 %	0,13 %
CKLC	Chatham-Kent Legal Clinic	0 \$	0,00 %	0,13 %
CLAS	Community Legal Assistance Sarnia	0 \$	0,00 %	0,13 %
CLSNS	Community Legal Services Of Niagara South	282 \$	0,04 %	0,13 %
EOLC	Elgin-Oxford Legal Clinic	239 \$	0,03 %	0,13 %
GBLC	Grey-Bruce Legal Clinic	265 \$	0,04 %	0,13 %
HAM	Hamilton Community Legal Clinic	39 828 \$	5,28 %	5,12 %
HCLS	Halton Community Legal Services	3 576 \$	0,47 %	0,46 %
HPLC	Huron/Perth Legal Clinic	0 \$	0,00 %	0,13 %
LAW	Legal Assistance of Windsor	16 968 \$	2,25 %	2,18 %
NLSLM	Neighbourhood Legal Services (London & Middlesex)	454 \$	0,06 %	0,13 %
NN	Niagara North Community Legal Assistance	486 \$	0,06 %	0,13 %
WATER	Waterloo Region Community Legal Services	14 910 \$	1,98 %	1,92 %
WINE	Clinique juridique bilingue Windsor-Essex	1 086 \$	0,14 %	0,14 %
WLC	Legal Clinic of Guelph and Wellington County	6 550 \$	0,87 %	0,84 %
Western	SEAJ de l'université de Western Ontario	5 001 \$	0,66 %	0,64 %
Windsor	SEAJ de l'université de Windsor	3 241 \$	0,43 %	0,42 %
Total - Sud-Ouest		93 235 \$	12,36 %	12,84 %

Cliniques spécialisées				
ACE	Advocacy Centre for the Elderly	2 426 \$	0,32 %	0,31 %
ACLC	Clinique Juridique Africaine Canadienne	773 \$	0,10 %	0,13 %
ACTO	Advocacy Centre for Tenants - Ontario	5 648 \$	0,75 %	0,73 %
ARCH	ARCH Disability Law Centre	3 261 \$	0,43 %	0,42 %
CELA	Association canadienne du droit de l'environnement	9 868 \$	1,31 %	1,27 %
CLEO	Éducation juridique communautaire Ontario	3 362 \$	0,45 %	0,43 %
HALC	HIV & AIDS Legal Clinic (Ontario)	5 761 \$	0,76 %	0,74 %
IAVGO	Industrial Accident Victims Group Of Ontario	14 342 \$	1,90 %	1,84 %
ISAC	Income Security Advocacy Centre	1 311 \$	0,17 %	0,17 %
IWC	Injured Workers' Consultants	7 503 \$	1,00 %	0,96 %
JUST	Justice For Children And Youth	2 439 \$	0,32 %	0,31 %
LSHC	Landlord's Self Help Centre	4 805 \$	0,64 %	0,62 %
TDC	Tenant Duty Counsel Program	1 283 \$	0,17 %	0,16 %
WORK	Toronto Workers' Health & Safety Legal Clinic	2 023 \$	0,27 %	0,26 %
	Total - cliniques spécialisées	64 806 \$	8,59 %	8,35 %
	Total - toutes les cliniques	754 061 \$	100,00 %	99,99 %

ANNEXE C : Modèle d'allocation fondé sur les niveaux d'utilisation de 2015-2016, avec des coûts uniformisés (médians) par mandat

		Services téléphoniques immédiats et planifiés	Coût médian de 15 \$ par mandat	Services d'interprétation en personne et sur place	Coût médian de 80 \$ par mandat	Services de traduction	Coût médian des services de traduction de 124 \$ par mandat	Coût total en utilisant le coût médian	Pourcentage calculé pour le modèle
Centre et Est	Centriques/SEAJ								
CJPR	Clinique juridique populaire de Prescott et Russell	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0,00 %
CLSOC	Services juridiques communautaires du centre d'Ottawa	8	120 \$	143	11 440 \$	42	5 208 \$	16 768 \$	3,15 %
CORR	Correctional Law Project	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0,00 %
CSCV	Centre des services communautaires de Vanier	0	0 \$	1	80 \$	1	124 \$	204 \$	0,04 %
DUR	Durham Legal Clinic	3	45 \$	11	880 \$	1	124 \$	1 049 \$	0,20 %
CALC	Community Advocacy and Legal Centre	6	90 \$	1	80 \$	0	0 \$	170 \$	0,03 %
KING	Kingston Community Legal Clinic	2	30 \$	2	160 \$	0	0 \$	190 \$	0,04 %
LAN	Lanark, Leeds & Grenville Legal Clinic	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0,00 %
LCCLC	Lake County Community Legal Clinic	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0,00 %
NCLC	Northumberland Community Legal Centre	8	120 \$	0	0 \$	4	496 \$	616 \$	0,12 %
PETE	Peterborough Community Legal Centre	1	15 \$	2	160 \$	0	0 \$	175 \$	0,03 %
REN	Renfrew County Legal Clinic	1	15 \$	0	0 \$	1	124 \$	139 \$	0,03 %
RLS	Rural Legal Services	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0,00 %
SDG	Clinique juridique Stormont, Dundas And Glengarry Legal Clinic	6	90 \$	0	0 \$	0	0 \$	90 \$	0,02 %
SIMCO	Community Legal Clinic - Simcoe, Haliburton, Kawartha Lakes	19	285 \$	0	0 \$	0	0 \$	285 \$	0,05 %
SOTT	Services juridiques communautaires du Sud d'Ottawa	119	1 785 \$	155	12 400 \$	36	4 464 \$	18 649 \$	3,50 %
WEST	West End Legal Services	11	165 \$	52	4 160 \$	7	868 \$	5 193 \$	0,97 %
U of Ottawa	SEAJ de l'université d'Ottawa	65	975 \$	25	2 000 \$	6	744 \$	3 719 \$	0,70 %
Queen's	SEAJ de l'université Queen's	3	45 \$	3	240 \$	1	124 \$	409 \$	0,08 %
Total - Centre et Est	Total - Centre et Est	252	3 780 \$	395	31 600 \$	99	12 276 \$	47 656 \$	8,95 %
Nord	Nord								
ALGO	Algoma Community Legal Clinic	0	0 \$	0	0 \$	1	124 \$	124 \$	0,02 %
CJGN	Clinique Juridique Grand Nord	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0,00 %
ELAK	Elliot Lake & Northshore Community Legal Clinic	3	45 \$	0	0 \$	0	0 \$	45 \$	0,01 %
KEEW	Keewatinok Native Legal Services	1	15 \$	1	80 \$	0	0 \$	95 \$	0,02 %
KINNA	Kinna-Aweya Legal Clinic	8	120 \$	0	0 \$	6	744 \$	864 \$	0,16 %
MAN	Manitoulin Legal Clinic	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0,00 %
NIP	Nipissing Community Legal Services	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0,00 %
NWCLC	Northwest Community Legal Clinic	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0,00 %
SUD	Clinique juridique communautaire de Sudbury	2	30 \$	0	0 \$	0	0 \$	30 \$	0,01 %
TTLIC	Timmings-Temiskaming Community Legal Clinic	3	45 \$	0	0 \$	0	0 \$	45 \$	0,01 %
Total - Nord	Total - Nord	17	255 \$	1	80 \$	7	868 \$	1 203 \$	0,23 %
RGT	RGT								
ALST	Aboriginal Legal Services of Toronto	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0,00 %
CFT	Centre francophone de Toronto	7	105 \$	3	240 \$	3	372 \$	717 \$	0,13 %
CSSP	Centre For Spanish-Speaking Peoples	0	0 \$	0	0 \$	78	9 672 \$	9 672 \$	1,82 %
DOWN	Downsview Community Legal Services	13	195 \$	143	11 440 \$	0	0 \$	11 635 \$	2,18 %
EAST	East Toronto Community Legal Services	4	60 \$	15	1 200 \$	3	372 \$	1 632 \$	0,31 %
FLEM	Flemingdon Community Legal Services	215	3 225 \$	414	33 120 \$	35	4 340 \$	40 685 \$	7,64 %
CLCYR	Community Legal Clinic of York Region	86	1 290 \$	122	9 760 \$	1	124 \$	11 174 \$	2,10 %
JANE	Jane Finch Community Legal Services	81	1 215 \$	69	5 520 \$	0	0 \$	6 735 \$	1,26 %
KENB	Kensington-Bellwoods Community Legal Services	30	450 \$	134	10 720 \$	3	372 \$	11 542 \$	2,17 %
MCSA	Metro Toronto Chinese & South East Asian Legal Clinic	4	60 \$	15	1 200 \$	2	248 \$	1 508 \$	0,28 %
MISS	Mississauga Community Legal Services	84	1 260 \$	80	6 400 \$	1	124 \$	7 784 \$	1,46 %
NLS	Neighbourhood Legal Services	90	1 350 \$	134	10 720 \$	16	1 984 \$	14 054 \$	2,64 %
NPD	North Peel & Dufferin Community Legal Services	40	600 \$	73	5 840 \$	7	868 \$	7 308 \$	1,37 %
PCLS	Parkdale Community Legal Services	766	11 490 \$	911	72 880 \$	66	8 184 \$	92 554 \$	17,37 %
REX	Rexdale Community Legal Clinic	65	975 \$	515	41 200 \$	27	3 348 \$	45 523 \$	8,54 %
SALCO	South Asian Legal Clinic of Ontario	27	405 \$	59	4 720 \$	4	496 \$	5 621 \$	1,06 %
SCAR	Scarborough Community Legal Services	43	645 \$	122	9 760 \$	0	0 \$	10 405 \$	1,95 %
SETOB	South Etobicoke Community Legal Services	65	975 \$	82	6 560 \$	1	124 \$	7 659 \$	1,44 %
WILL	Willowdale Community Legal Services	195	2 925 \$	181	14 480 \$	9	1 116 \$	18 521 \$	3,48 %
WSCAR	West Scarborough Community Legal Services	182	2 730 \$	248	19 840 \$	3	372 \$	22 942 \$	4,31 %
WTOR	West Toronto Community Legal Services	22	330 \$	114	9 120 \$	1	124 \$	9 574 \$	1,80 %
YCS	Unison Health and Community Services	116	1 740 \$	256	20 480 \$	19	2 356 \$	24 576 \$	4,61 %
DLS	Downtown Legal Services (SEAJ de l'université de Toronto)	79	1 185 \$	96	7 680 \$	14	1 736 \$	10 601 \$	1,99 %
CLASP	Community Legal Assistance (SEAJ de la Faculté d'Osgoode)	212	3 180 \$	168	13 440 \$	3	372 \$	16 992 \$	3,19 %
Total - RGT	Total - RGT	2426	36 390 \$	3954	316 320 \$	296	36 704 \$	389 414 \$	73,09 %

		Services téléphoniques immédiats et planifiés	Coût médian de 15 \$ par mandat	d'interprétation en personne et sur	Coût médian de 80 \$ par mandat	Services de traduction	des services de traduction de 124 \$ par mandat	Coût total en utilisant le coût médian	Pourcentage calculé pour le modèle
Cliniques/SEAJ									
Sud-Ouest	Sud-Ouest								
BHN	Community Legal Clinic - Brant, Haldimand, Norfolk	0	0\$	0	0\$	0	0\$	0\$	0,00 %
CKLC	Chatham-Kent Legal Clinic	0	0\$	0	0\$	0	0\$	0\$	0,00 %
CLAS	Community Legal Assistance Sarnia	0	0\$	0	0\$	0	0\$	0\$	0,00 %
CLSNS	Community Legal Services Of Niagara South	0	0\$	0	0\$	0	0\$	0\$	0,00 %
EOLC	Elgin-Oxford Legal Clinic	1	15\$	1	80\$	0	0\$	95\$	0,02 %
GBLC	Grey-Bruce Legal Clinic	0	0\$	0	0\$	0	0\$	0\$	0,00 %
HAM	Hamilton Community Legal Clinic	326	4 890\$	290	23 200\$	5	620\$	28 710\$	5,39 %
HCLS	Halton Community Legal Services	67	1 005\$	20	1 600\$	4	496\$	3 101\$	0,58 %
HPLC	Huron/Perth Legal Clinic	0	0\$	0	0\$	0	0\$	0\$	0,00 %
LAW	Legal Assistance of Windsor	365	5 475\$	1	80\$	0	0\$	5 555\$	1,04 %
NLSLM	Neighbourhood Legal Services (London & Middlesex)	13	195\$	0	0\$	0	0\$	195\$	0,04 %
NN	Niagara North Community Legal Assistance	3	45\$	0	0\$	0	0\$	45\$	0,01 %
WATER	Waterloo Region Community Legal Services	17	255\$	149	11 920\$	1	124\$	12 299\$	2,31 %
WINE	Clinique juridique bilingue Windsor-Essex	2	30\$	1	80\$	0	0\$	110\$	0,02 %
WLC	Legal Clinic of Guelph and Wellington County	26	390\$	24	1 920\$	0	0\$	2 310\$	0,43 %
Western	SEAJ de l'université de Western Ontario	1	15\$	25	2 000\$	0	0\$	2 015\$	0,38 %
Windsor	SEAJ de l'université de Windsor	55	825\$	23	1 840\$	0	0\$	2 665\$	0,50 %
Total - Sud-Ouest	Total - Sud-Ouest	876	13 140\$	534	42 720\$	10	1 240\$	57 100\$	10,72 %
Cliniques spécialisées									
ACE	Advocacy Centre for the Elderly	11	165\$	14	1 120\$	1	124\$	1 409\$	0,26 %
ACLC	Clinique juridique africaine canadienne	0	0\$	0	0\$	0	0\$	0\$	0,00 %
ACTO	Advocacy Centre for Tenants - Ontario	1	15\$	0	0\$	17	2 108\$	2 123\$	0,40 %
ARCH	ARCH Disability Law Centre	7	105\$	33	2 640\$	0	0\$	2 745\$	0,52 %
CEIA	Association canadienne du droit de l'environnement	1	15\$	0	0\$	21	2 604\$	2 619\$	0,49 %
CLEO	Éducation juridique communautaire Ontario	0	0\$	0	0\$	0	0\$	0\$	0,00 %
HALC	HIV & AIDS Legal Clinic (Ontario)	91	1 365\$	25	2 000\$	2	248\$	3 613\$	0,68 %
IAVGO	Industrial Accident Victims Group Of Ontario	112	1 680\$	91	7 280\$	23	2 852\$	11 812\$	2,22 %
ISAC	Income Security Advocacy Centre	2	30\$	0	0\$	1	124\$	154\$	0,03 %
IWC	Injured Workers' Consultants	23	345\$	53	4 240\$	33	4 092\$	8 677\$	1,63 %
JUST	Justice For Children And Youth	22	330\$	4	320\$	5	620\$	1 270\$	0,24 %
LSHC	Landlord's Self Help Centre	27	405\$	0	0\$	4	496\$	901\$	0,17 %
TDC	Tenant Duty Counsel Program	46	690\$	0	0\$	0	0\$	690\$	0,13 %
WORK	Toronto Workers' Health & Safety Legal Clinic	49	735\$	8	640\$	0	0\$	1 375\$	0,26 %
Total - Cliniques spécialisées	Total - Cliniques spécialisées	392	5 880\$	228	18 240\$	107	13 268\$	37 388\$	7,02 %
Total - toutes les cliniques	Total - toutes les cliniques	3 963	59 445\$	5 112	408 960\$	519	64 356\$	532 761\$	100,00 %

ANNEXE D : Modèle d'allocation fondé sur les niveaux d'utilisation de 2015-2016, avec une allocation nominale de 10 mandats aux cliniques ayant peu utilisé les services

		Fondé sur les niveaux d'utilisation en 2015-2016					
	Cliniques/SEAJ	Services téléphoniques immédiats et planifiés	Services d'interprétation en personne et sur place	Services de traduction	Total des services de traduction	Allocation minimum de 10 mandats pour toutes les cliniques	Pourcentage calculé pour le modèle
Centre et Est	Centre et Est						
CJPR	Clinique juridique populaire de Prescott et Russell	0	0	0	0	10	0,10 %
CLSOC	Services juridiques communautaires du centre d'Ottawa	8	143	50	201	201	2,04 %
CORR	Correctional Law Project	0	0	0	0	10	0,10 %
CSCV	Centre des services communautaires de Vanier	0	1	0	1	10	0,10 %
DUR	Durham Legal Clinic	3	11	2	16	16	0,16 %
CALC	Community Advocacy and Legal Centre	6	1	0	7	10	0,10 %
KING	Kingston Community Legal Clinic	2	2	0	4	10	0,10 %
LAN	Lanark, Leeds & Grenville Legal Clinic	0	0	0	0	10	0,10 %
LCCLC	Lake County Community Legal Clinic	0	0	1	1	10	0,10 %
NCLC	Northumberland Community Legal Centre	8	0	0	8	10	0,10 %
PETE	Peterborough Community Legal Centre	1	2	1	4	10	0,10 %
REN	Renfrew County Legal Clinic	1	0	0	1	10	0,10 %
RLS	Rural Legal Services	0	0	0	0	10	0,10 %
SDG	Clinique juridique Stormont, Dundas And Glengarry Le	6	0	1	7	10	0,10 %
SIMCO	Community Legal Clinic - Simcoe, Haliburton, Kawartha	19	0	82	101	101	1,02 %
SOTT	Services juridiques communautaires du Sud d'Ottawa	119	155	6	280	280	2,84 %
WEST	West End Legal Services	11	52	1	64	64	0,65 %
U of Ottawa	SEAJ de l'université d'Ottawa	65	25	1	91	91	0,92 %
Queen's	SEAJ de l'université Queen's	3	3	0	6	10	0,10 %
Total - Centre	Total - Centre et Est	252	395	145	792	883	8,94 %
Nord	Nord						
ALGO	Algoma Community Legal Clinic	0	0	1	1	10	0,10 %
CJGN	Clinique Juridique Grand Nord	0	0	0	0	10	0,10 %
ELAK	Elliot Lake & Northshore Community Legal Clinic	3	0	1	4	10	0,10 %
KEEW	Keewaytinok Native Legal Services	1	1	0	2	10	0,10 %
KINNA	Kinna-Aweya Legal Clinic	8	0	2	10	10	0,10 %
MAN	Manitoulin Legal Clinic	0	0	0	0	10	0,10 %
NIP	Nipissing Community Legal Services	0	0	0	0	10	0,10 %
NWCLC	Northwest Community Legal Clinic	0	0	0	0	10	0,10 %
SUD	Clinique juridique communautaire de Sudbury	2	0	0	2	10	0,10 %
TTLC	Timmins-Temiskaming Community Legal Clinic	3	0	0	3	10	0,10 %
Total - Nord	Total - Nord	17	1	4	22	100	1,01 %
RGT	RGT						
ALST	Aboriginal Legal Services of Toronto	0	0	0	0	10	0,10 %
CFT	Centre francophone de Toronto	7	3	1	11	11	0,11 %
CSSP	Centre For Spanish-Speaking Peoples	0	0	47	47	47	0,48 %
DOWNN	Downsview Community Legal Services	13	143	0	156	156	1,58 %
EAST	East Toronto Community Legal Services	4	15	3	22	22	0,22 %
FLEM	Flemingdon Community Legal Services	215	414	69	698	698	7,07 %
CLCYR	Community Legal Clinic of York Region	86	122	0	208	208	2,11 %
JANE	Jane Finch Community Legal Services	81	69	0	150	150	1,52 %
KENB	Kensington-Bellwoods Community Legal Services	30	134	7	171	171	1,73 %
MCSA	Metro Toronto Chinese & South East Asian Legal Clinic	4	15	6	25	25	0,25 %
MISS	Mississauga Community Legal Services	84	80	0	164	164	1,66 %
NLS	Neighbourhood Legal Services	90	134	16	240	240	2,43 %
NPD	North Peel & Dufferin Community Legal Services	40	73	2	115	115	1,16 %
PCLS	Parkdale Community Legal Services	766	911	57	1734	1734	17,56 %
REX	Rexdale Community Legal Clinic	65	515	33	613	613	6,21 %
SALCO	South Asian Legal Clinic of Ontario	27	59	7	93	93	0,94 %
SCAR	Scarborough Community Legal Services	43	122	1	166	166	1,68 %
SETOB	South Etobicoke Community Legal Services	65	82	2	149	149	1,51 %
WILL	Willowdale Community Legal Services	195	181	1	377	377	3,82 %
WSCAR	West Scarborough Community Legal Services	182	248	5	435	435	4,40 %
WTOR	West Toronto Community Legal Services	22	114	0	136	136	1,38 %
YCS	Union Health and Community Services	116	256	13	385	385	3,90 %
DLS	Downtown Legal Services (SEAJ de l'université de Toro	79	96	11	186	186	1,88 %
CLASP	Community Legal Assistance (SEAJ de la Faculté d'Osgo	212	168	1	381	381	3,86 %
Total - RGT	Total - RGT	2426	3954	282	6662	6672	67,56 %

Cliniques/SEAJ		Services téléphoniques immédiats et planifiés	Services d'interprétation en personne et sur place	Services de traduction	Total des services de traduction	Allocation minimum de 10 mandats pour toutes les cliniques	Pourcentage calculé pour le modèle
Sud-Ouest	Sud-Ouest						
BHN	Community Legal Clinic - Brant, Haldimand, Norfolk	0	0	0	0	10	0,10 %
CKLC	Chatham-Kent Legal Clinic	0	0	0	0	10	0,10 %
CLAS	Community Legal Assistance Sarnia	0	0	0	0	10	0,10 %
CLSNS	Community Legal Services Of Niagara South	0	0	0	0	10	0,10 %
EOLC	Elgin-Oxford Legal Clinic	1	1	0	2	10	0,10 %
GBLC	Grey-Bruce Legal Clinic	0	0	1	1	10	0,10 %
HAM	Hamilton Community Legal Clinic	326	290	4	620	620	6,28 %
HCLS	Halton Community Legal Services	67	20	2	89	89	0,90 %
HPLC	Huron/Perth Legal Clinic	0	0	0	0	10	0,10 %
LAW	Legal Assistance of Windsor	365	1	1	367	367	3,72 %
NLSLM	Neighbourhood Legal Services (London & Middlesex)	13	0	0	13	13	0,13 %
NN	Niagara North Community Legal Assistance	3	0	1	4	10	0,10 %
WATER	Waterloo Region Community Legal Services	17	149	0	166	166	1,68 %
WINE	Clinique juridique bilingue Windsor-Essex	2	1	0	3	10	0,10 %
WLC	Legal Clinic of Guelph and Wellington County	26	24	0	50	50	0,51 %
Western	SEAJ de l'université de Western Ontario	1	25	0	26	26	0,26 %
Windsor	SEAJ de l'université de Windsor	55	23	0	78	78	0,79 %
Total - Sud-Ouest	Total - Sud-Ouest	876	534	9	1419	1499	15,18 %
Cliniques spécialisées	Cliniques spécialisées						
ACE	Advocacy Centre for the Elderly	11	14	1	26	26	0,26 %
ACLC	Clinique juridique africaine canadienne	0	0	1	1	10	0,10 %
ACTO	Advocacy Centre for Tenants - Ontario	1	0	20	21	21	0,21 %
ARCH	ARCH Disability Law Centre	7	33	1	41	41	0,42 %
CELA	Association canadienne du droit de l'environnement	1	0	13	14	14	0,14 %
CLEO	Éducation juridique communautaire Ontario	0	0	2	2	10	0,10 %
HALC	HIV & AIDS Legal Clinic (Ontario)	91	25	1	117	117	1,18 %
IAVGO	Industrial Accident Victims Group Of Ontario	112	91	20	223	223	2,26 %
ISAC	Income Security Advocacy Centre	2	0	2	4	10	0,10 %
IWC	Injured Workers' Consultants	23	53	12	88	88	0,89 %
JUST	Justice For Children And Youth	22	4	2	28	28	0,28 %
LSHC	Landlord's Self Help Centre	27	0	4	31	31	0,31 %
TDC	Tenant Duty Counsel Program	46	0	0	46	46	0,47 %
WORK	Toronto Workers' Health & Safety Legal Clinic	49	8	0	57	57	0,58 %
Total - Cliniques spécialisées	Total - Cliniques spécialisées	392	228	79	699	722	7,31 %
Total - toutes les cliniques	Total - toutes les cliniques	3 963	5 112	519	9 594	9 876	100,00 %

ANNEXE E : Comparaison entre les divers modèles d'allocation

		Dépenses moyennes des cliniques de 2013-2014 à 2015-2016	Dépenses moyennes sur trois ans incluant la base de référence	Niveaux d'utilisation de 2015-2016 ajustés par le coût médian des services uniformisés	Niveaux d'utilisation en incluant la base de référence	Allocation fondée sur le nombre d'ETP des cliniques
Centre et Est	Centre et Est					
CIPR	Clinique juridique populaire de Prescott et Russell	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	1,11 %
CLSOC	Services juridiques communautaires du centre d'Ottawa	3,53 %	3,42 %	3,15 %	2,04 %	1,30 %
CORR	Correctional Law Project	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	0,74 %
CSCV	Centre des services communautaires de Vanier	0,02 %	0,13 %	0,04 %	0,10 %	0,74 %
DUR	Durham Legal Clinic	0,23 %	0,22 %	0,20 %	0,16 %	1,11 %
CALC	Community Advocacy and Legal Centre	0,21 %	0,20 %	0,03 %	0,10 %	1,86 %
KING	Kingston Community Legal Clinic	0,15 %	0,14 %	0,04 %	0,10 %	0,74 %
LAN	Lanark, Leeds & Grenville Legal Clinic	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	1,67 %
LCCLC	Lake County Community Legal Clinic	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	1,11 %
NCLC	Northumberland Community Legal Centre	0,06 %	0,13 %	0,12 %	0,10 %	0,74 %
PETE	Peterborough Community Legal Centre	0,06 %	0,13 %	0,03 %	0,10 %	0,74 %
REN	Renfrew County Legal Clinic	0,07 %	0,13 %	0,03 %	0,10 %	0,93 %
RLS	Rural Legal Services	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	
SDG	Clinique juridique Stormont, Dundas And Glengarry Legal Clinic	0,02 %	0,13 %	0,02 %	0,10 %	1,11 %
SIMCO	Community Legal Clinic - Simcoe, Haliburton, Kawartha Lakes	0,23 %	0,22 %	0,05 %	1,02 %	2,04 %
SOTT	Services juridiques communautaires du Sud d'Ottawa	4,45 %	4,32 %	3,50 %	2,84 %	0,93 %
WEST	West End Legal Services	0,83 %	0,80 %	0,97 %	0,65 %	1,11 %
U of Ottawa	SEAJ de l'université d'Ottawa	0,45 %	0,44 %	0,70 %	0,92 %	0,00 %
Queen's	SEAJ de l'université Queen's	0,05 %	0,13 %	0,08 %	0,10 %	0,00 %
Total - Centre et Est	Total - Centre et Est	10,33 %	11,13 %	8,95 %	8,94 %	18,01 %
Nord	Nord					
ALGO	Algoma Community Legal Clinic	0,04 %	0,13 %	0,02 %	0,10 %	1,11 %
CIGN	Clinique Juridique Grand Nord	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	0,74 %
ELAK	Elliot Lake & Northshore Community Legal Clinic	0,00 %	0,13 %	0,01 %	0,10 %	0,56 %
KEEW	Keewatinok Native Legal Services	0,11 %	0,13 %	0,02 %	0,10 %	0,74 %
KINNA	Kinna-Aweya Legal Clinic	0,17 %	0,16 %	0,16 %	0,10 %	2,51 %
MAN	Manitoulin Legal Clinic	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	0,56 %
NIP	Nipissing Community Legal Services	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	0,93 %
NWCLC	Northwest Community Legal Clinic	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	2,04 %
SUD	Clinique juridique communautaire de Sudbury	0,00 %	0,13 %	0,01 %	0,10 %	1,86 %
TTLC	Timmins-Temiskaming Community Legal Clinic	0,00 %	0,13 %	0,01 %	0,10 %	0,93 %
Total - Nord	Total - Nord	0,32 %	1,29 %	0,23 %	1,01 %	11,98 %
RGT	RGT					
ALST	Aboriginal Legal Services of Toronto	0,01 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	0,93 %
CFT	Centre francophone de Toronto	0,17 %	0,16 %	0,13 %	0,11 %	0,74 %
CSSP	Centre For Spanish-Speaking Peoples	2,19 %	2,13 %	1,82 %	0,48 %	0,74 %
DOWN	Downsview Community Legal Services	1,47 %	1,42 %	2,18 %	1,58 %	1,11 %
EAST	East Toronto Community Legal Services	0,66 %	0,64 %	0,31 %	0,22 %	1,11 %
FLEM	Flemingdon Community Legal Services	6,14 %	5,95 %	7,64 %	7,07 %	1,49 %
CLCYR	Community Legal Clinic of York Region	1,85 %	1,79 %	2,10 %	2,11 %	1,86 %
JANE	Jane Finch Community Legal Services	0,99 %	0,96 %	1,26 %	1,52 %	1,49 %
KENB	Kensington-Bellwoods Community Legal Services	2,93 %	2,83 %	2,17 %	1,73 %	1,30 %
MCSA	Metro Toronto Chinese & South East Asian Legal Clinic	0,89 %	0,87 %	0,28 %	0,25 %	0,93 %
MISS	Mississauga Community Legal Services	1,02 %	0,99 %	1,46 %	1,66 %	1,86 %
NLS	Neighbourhood Legal Services	2,27 %	2,20 %	2,64 %	2,43 %	1,30 %
NPD	North Peel & Dufferin Community Legal Services	1,44 %	1,39 %	1,37 %	1,16 %	1,11 %
PCLS	Parkdale Community Legal Services	19,70 %	19,09 %	17,37 %	17,56 %	3,53 %
REX	Rexdale Community Legal Clinic	6,70 %	6,49 %	8,54 %	6,21 %	1,49 %
SALCO	South Asian Legal Clinic of Ontario	1,28 %	1,24 %	1,06 %	0,94 %	1,11 %
SCAR	Scarborough Community Legal Services	1,43 %	1,39 %	1,95 %	1,68 %	1,86 %
SETOB	South Etobicoke Community Legal Services	1,62 %	1,57 %	1,44 %	1,51 %	0,93 %
WILL	Willowdale Community Legal Services	2,30 %	2,23 %	3,48 %	3,82 %	0,93 %
WSCAR	West Scarborough Community Legal Services	3,65 %	3,54 %	4,31 %	4,40 %	1,30 %
WTOR	West Toronto Community Legal Services	2,01 %	1,95 %	1,80 %	1,38 %	1,11 %
YCS	Unison Health and Community Services	3,27 %	3,17 %	4,61 %	3,90 %	1,30 %
DLS	Downtown Legal Services (SEAJ de l'université de Toronto)	2,14 %	2,07 %	1,99 %	1,88 %	
CLASP	Community Legal Assistance (SEAJ de la Faculté d'Osgoode)	2,26 %	2,19 %	3,19 %	3,86 %	
Total - RGT	Total - RGT	68,39 %	66,38 %	73,09 %	67,56 %	29,53 %

		Dépenses moyennes des cliniques de 2013-2014 à 2015-2016	Dépenses moyennes des cliniques sur 4 ans incluant l'allocation de base de 1000 \$	Niveaux d'utilisation de 2014-2015 ajustés par le coût médian des services uniformisés	Recours aux services en 2014-2015 incluant l'allocation de base de 10 mandats	Allocation fondée sur le nombre d'ETP des cliniques
Sud-Ouest	Sud-Ouest					
BHN	Community Legal Clinic - Brant, Haldimand, Norfolk	0,05 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	1,30 %
CKLC	Chatham-Kent Legal Clinic	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	0,74 %
CLAS	Community Legal Assistance Sarnia	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	0,93 %
CLSNS	Community Legal Services Of Niagara South	0,04 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	1,67 %
EOLC	Elgin-Oxford Legal Clinic	0,03 %	0,13 %	0,02 %	0,10 %	0,93 %
GBLC	Grey-Bruce Legal Clinic	0,04 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	1,02 %
HAM	Hamilton Community Legal Clinic	5,28 %	5,12 %	5,39 %	6,28 %	4,27 %
HCLS	Halton Community Legal Services	0,47 %	0,46 %	0,58 %	0,90 %	0,93 %
HPLC	Huron/Perth Legal Clinic	0,00 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	0,93 %
LAW	Legal Assistance of Windsor	2,25 %	2,18 %	1,04 %	3,72 %	1,49 %
NLSLM	Neighbourhood Legal Services (London & Middlesex)	0,06 %	0,13 %	0,04 %	0,13 %	1,67 %
NN	Niagara North Community Legal Assistance	0,06 %	0,13 %	0,01 %	0,10 %	1,30 %
WATER	Waterloo Region Community Legal Services	1,98 %	1,92 %	2,31 %	1,68 %	1,49 %
WINE	Clinique juridique bilingue Windsor-Essex	0,14 %	0,14 %	0,02 %	0,10 %	0,93 %
WLC	Legal Clinic of Guelph and Wellington County	0,87 %	0,84 %	0,43 %	0,51 %	0,74 %
Western	SEAJ de l'université de Western Ontario	0,66 %	0,64 %	0,38 %	0,26 %	0,00 %
Windsor	SEAJ de l'université de Windsor	0,43 %	0,42 %	0,50 %	0,79 %	0,00 %
Total - Sud-Ouest	Total - Sud-Ouest	12,36 %	12,84 %	10,72 %	15,18 %	20,33 %
Cliniques spécialisées	Cliniques spécialisées					
ACE	Advocacy Centre for the Elderly	0,32 %	0,31 %	0,26 %	0,26 %	1,49 %
ACLCL	Clinique juridique africaine canadienne	0,10 %	0,13 %	0,00 %	0,10 %	1,11 %
ACTO	Advocacy Centre for Tenants - Ontario	0,75 %	0,73 %	0,40 %	0,21 %	1,30 %
ARCH	ARCH Disability Law Centre	0,43 %	0,42 %	0,52 %	0,42 %	1,76 %
CELA	Association canadienne du droit de l'environnement	1,31 %	1,27 %	0,49 %	0,14 %	1,86 %
CLEO	Éducation juridique communautaire Ontario	0,45 %	0,43 %	0,00 %	0,10 %	1,86 %
HALC	HIV & AIDS Legal Clinic (Ontario)	0,76 %	0,74 %	0,68 %	1,18 %	0,74 %
IAVGO	Industrial Accident Victims Group Of Ontario	1,90 %	1,84 %	2,22 %	2,26 %	1,49 %
ISAC	Income Security Advocacy Centre	0,17 %	0,17 %	0,03 %	0,10 %	1,49 %
IWC	Injured Workers' Consultants	1,00 %	0,96 %	1,63 %	0,89 %	1,67 %
JUST	Justice For Children And Youth	0,32 %	0,31 %	0,24 %	0,28 %	1,11 %
LSHC	Landlord's Self Help Centre	0,64 %	0,62 %	0,17 %	0,31 %	0,74 %
TDC	Tenant Duty Counsel Program	0,17 %	0,16 %	0,13 %	0,47 %	2,79 %
WORK	Toronto Workers' Health & Safety Legal Clinic	0,27 %	0,26 %	0,26 %	0,58 %	0,74 %
Total - Cliniques spécialisées	Total - Cliniques spécialisées	8,59 %	8,35 %	7,02 %	7,31 %	20,15 %
Total - Toutes les cliniques	Total - Toutes les cliniques	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

ANNEXE F : Utilisation, par les cliniques et les SEAJ, des services d'interprétation par langue

Nombre de services de traduction et d'interprétation fournis pour les 16 langues les plus courantes, 2015-2016

Langue	Services planifiés par téléphone, en personne et traductions	Services immédiats par téléphone	TOTAL	% du Total
Arabe	676	622	1298	13,47 %
Espagnol	554	380	934	9,69 %
Hongrois	449	414	863	8,95 %
Mandarin	356	216	572	5,93 %
Farsi	314	249	563	5,84 %
Somali	392	149	541	5,61 %
Vietnamien	253	209	462	4,79 %
Tamoul	282	174	456	4,73 %
Tibétain	351	100	451	4,68 %
Dari	223	64	287	2,98 %
Portuguais	125	148	273	2,83 %
Cantonais	122	139	261	2,71 %
Russe	165	67	232	2,41 %
Assyrien	205	9	214	2,22 %
Polonais	153	52	205	2,13 %
Bengali	69	27	96	1,00 %
Autre	1252	679	1931	20,03 %
TOTAL	5941	3698	9639	

Nota : certaines données concernant les services d'interprétation immédiats par téléphone par langue ne sont pas disponibles.